

La finance propre et verte

Un nouveau système financier durable peut assurer un avenir neutre en carbone à la planète entière

Mark Carney



PHOTO MISE GRACEUSEMENT À NOTRE DISPOSITION PAR LA BANQUE D'ANGLETERRE

L'ACCORD DE PARIS a certes apporté de nombreuses innovations, mais trois sont primordiales.

La première est l'objectif précis d'un réchauffement plafonné à 2 degrés Celsius, et même dans certains cas à 1,5 degré.

La deuxième innovation s'est traduite par les plans d'action spontanés des pays (ou contributions déterminées au niveau national — CDN), qui ont ensuite été objectivement cumulés pour évaluer ce qui se passerait si les pays honoraient leurs engagements.

La troisième est celle de la participation du secteur privé et des acteurs non étatiques, de sorte que les solutions à cet énorme problème soient aussi bien ascendantes que descendantes.

Depuis Paris, les concepts de zéro net, conformité aux accords de Paris et objectif de 1,5 degré, sont passés des hautes sphères des experts climatiques au grand public. Le zéro net est désormais un principe organisationnel qui se répercute au niveau mondial à chaque pays et à chaque entreprise.

Mais la crise climatique n'a pas faibli. La triste réalité est que les problèmes des changements climatiques se sont intensifiés depuis Paris. L'an dernier, il a été estimé que la température mondiale augmenterait de plus de 3 degrés Celsius d'ici à la fin du siècle.

Une telle hausse aboutirait à des catastrophes : inondations, pollutions, incendies, sécheresses, phénomènes météorologiques

extrêmes et destructions d'espèces. Nous voyons déjà les prémices de tels ravages.

En outre, nous commençons à saisir l'ampleur de la tâche pour atteindre l'objectif de 1,5 degré : les émissions doivent baisser de 7 % par an d'ici à la fin de la décennie. L'an dernier, nombre de pays ont réussi cet exploit, mais uniquement parce que d'énormes pans de l'économie ont été fermés, ce qui n'est guère à souhaiter de nouveau. D'où la preuve que les investissements et la croissance sont indispensables pour parvenir à la neutralité carbone.

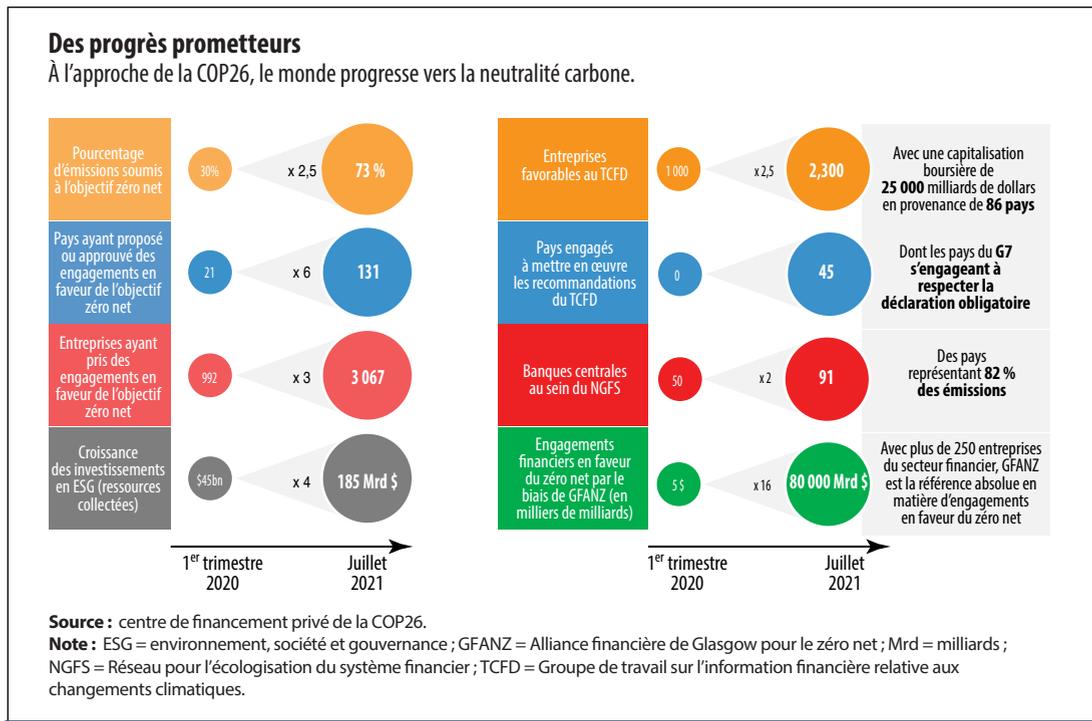
La conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) marquera un tournant pour la finance. Dans cette perspective et d'ici à la conférence, nous sommes en bonne voie de poser les fondations d'un système dans lequel la moindre décision financière tiendra compte des changements climatiques.

Un système financier au service de la neutralité carbone

Les marchés ont besoin d'informations pour fonctionner avec efficacité. À la conférence de Paris, le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques (TCFD), créé par le Conseil de stabilité financière, n'était qu'un concept. Il y a trois ans à Hambourg, ce groupe présentait ses recommandations finales aux dirigeants du G20. Aujourd'hui, la totalité ou presque du secteur financier exige la déclaration d'informations conformément à ses recommandations, et plus de 2 000 grandes entreprises du monde entier répondent à l'appel.

Malgré ces progrès, les données restent limitées, et les rapports sont encore incomplets, notamment en ce qui concerne les paramètres prospectifs fondamentaux. Il est temps aujourd'hui que les gouvernements du monde entier rendent obligatoire la déclaration des informations financières relatives aux changements climatiques et soutiennent la Fondation des normes IFRS (normes internationales de communication financière) dans son intention de créer le nouveau Conseil des normes internationales d'information sur la durabilité qui établira une norme pour la déclaration des informations relatives au climat, à partir des recommandations du TCFD. La dynamique est lancée et a bénéficié d'un fort soutien lors des récentes réunions du G7 et du G20.

Avec une meilleure communication des informations et un sentiment d'urgence accru, la gestion des risques climatiques est en pleine mutation. Le Réseau des banques centrales et des superviseurs pour l'écologisation du système financier est



passé, en l'espace d'un petit nombre d'années, de 8 membres fondateurs à plus de 90 entités représentant plus de 80 % des émissions mondiales.

Dans les pays représentant 50 % des émissions mondiales, les banques centrales commencent à effectuer des tests de résistance climatique de leurs systèmes financiers. Pour la COP26, notre priorité est d'intégrer les attentes prudentielles en matière de gestion des risques climatiques et d'intensifier les tests de résistance climatique.

Engagement, conformité, participation

En s'appuyant sur la communication d'informations et la gestion de risques comme fondations, le système financier peut se tourner vers l'extérieur et affronter les changements climatiques grâce à l'engagement, la conformité et la participation.

Les engagements commencent par les objectifs de neutralité carbone établis par les pays. Ces engagements représentaient 30 % des émissions lorsque le Royaume-Uni et l'Italie ont assumé la présidence de la COP et en représentent aujourd'hui plus de 70 % (voir graphique).

L'Alliance financière de Glasgow pour le zéro net (GFANZ) a été créée pour répondre aux considérables besoins d'investissements, qui pourraient représenter au total plus de 100 000 milliards de dollars sur les trente prochaines années. Forte de plus de 250 institutions financières responsables de 80 000 milliards de dollars d'actifs et ancrée dans la course vers l'objectif zéro émission de la COP, cette Alliance est la référence absolue pour les engagements du secteur financier en faveur de la durabilité.

D'ici à la conférence de Glasgow, toutes les grandes entreprises financières devront avoir décidé si elles aussi feront partie de cette solution apportée aux changements climatiques. L'Alliance ouvrira grandes ses portes, mais elle sera la seule à Glasgow.

L'Alliance financière de Glasgow pour le zéro net commence par des engagements, mais sa vraie finalité est l'action climatique grâce à la conformité et à la participation.

La conformité implique de définir, à l'intention des entreprises et des institutions financières, les projets de pratiques optimales pour parvenir au zéro net en s'inspirant des remarquables travaux déjà commencés. La conformité signifie aussi de procéder à de solides évaluations des portefeuilles des institutions financières par rapport aux trajectoires menant au zéro net.

Les banques centrales, en particulier la Banque centrale européenne et la Banque d'Angleterre, donnent le ton en cherchant à réviser leurs opérations de politique monétaire pour les rendre plus conformes aux objectifs climatiques et aux politiques économiques définis par la loi dans leurs pays.

Dans le même esprit, le Groupe de travail sur l'information financière relative aux changements climatiques a procédé à un examen approfondi des méthodologies utilisées pour évaluer les paramètres qui déterminent dans quelle mesure les portefeuilles sont conformes à la transition vers le zéro net.

En conjuguant la déclaration d'informations prospectives relatives au climat, les plans d'action pour atteindre le zéro net et les paramètres de conformité des portefeuilles, il sera possible de susciter les investissements, en particulier si les gouvernements ont des politiques climatiques crédibles et prévisibles, telles que la tarification du carbone.

Pays en développement

Même si les estimations varient, la plupart semblent indiquer que plus de 1 000 milliards de dollars d'investissements *supplémentaires* seront indispensables chaque année pendant des décennies pour favoriser l'énergie verte dans les pays émergents et les pays en développement.

Pour répondre à ce besoin, nous devons transformer des milliards de dollars de capitaux publics en milliers de milliards de dollars de capitaux privés en augmentant les financements mixtes, en favorisant les flux de capitaux privés autonomes et en créant de nouveaux marchés.

Les banques multilatérales de développement sont particulièrement bien placées pour mobiliser les financements privés, mais les résultats à ce jour ont été modestes, avec 11 milliards de dollars seulement mobilisés en 2018. Afin d'orchestrer un changement radical dans les capacités de financement, quatre initiatives s'imposent :

- **Engagements privés** : Un groupe de travail de l'Alliance financière de Glasgow pour le zéro net s'appuiera sur les initiatives visant à obtenir des engagements d'importantes capacités de financement privé de projets pour accélérer la transition vers la neutralité carbone dans les pays émergents et les pays en développement.
- **Services publics** : Les banques multilatérales de développement devront définir les outils, instruments et services de financement mixte qui favoriseront une forte mobilisation de capitaux privés et être prêtes à en faire une utilisation considérablement accrue.
- **Plateformes nationales** : Les secteurs public et privé se réunissent grâce à des initiatives telles que l'Alliance d'investisseurs mondiaux pour le développement durable (GISD) et l'Initiative de leadership en matière de financement climatique (CFLI) afin d'établir des plateformes nationales qui contribueront à faire face aux besoins particuliers et aux problèmes plus vastes. Le financement privé étant axé sur l'objectif zéro net, les plateformes nationales doivent intégrer les contributions déterminées au niveau national conformes

aux décisions de Paris pour attirer les capitaux à l'échelle nécessaire. Les projets inscrits dans les stratégies nationales à long terme et certifiés conformes à la conférence de Paris sont plus susceptibles d'attirer des capitaux privés et risquent moins d'être soumis aux aléas inhérents aux projets, notamment aux changements de réglementation.

- **Marché de crédits carbone à forte intégrité** : Les crédits carbone issus de projets qui réduisent ou suppriment les émissions, tels que les projets de reboisement, permettent aux acheteurs de compenser ou d'annuler les autres émissions qu'ils continuent de produire tout en se dirigeant vers l'objectif zéro net. Les modalités de ce marché sont en cours de mise en place. Plus de 1 600 entreprises se sont engagées à atteindre des objectifs fondés sur des données scientifiques. Dans cette optique, les entreprises ont besoin d'un dosage approprié de réductions d'émissions et de crédits carbone crédibles pour annuler ou compenser leurs émissions en cours, notamment des solutions axées sur la protection de la nature, telles que le reboisement et le passage à une énergie plus verte dans les pays en développement.

En clair : la responsabilité première des entreprises est la réduction absolue des émissions, mais, tout en avançant sur la trajectoire du zéro net, elles doivent recourir à des crédits à forte intégrité pour compenser leurs émissions.

Actuellement, le marché des crédits carbone est limité, fragmenté et de qualité inégale. Il pourrait se développer pour atteindre plus de 150 milliards de dollars par an et favoriser d'importants mouvements de capitaux transfrontaliers, dans la mesure où la grande majorité des projets de forte réduction d'émissions seront dans les pays émergents et les pays en développement et auront de considérables bienfaits parallèles potentiels en faveur de la biodiversité et d'autres objectifs de développement durable des Nations Unies.

Le Groupe de travail du secteur privé sur la mise à l'échelle des marchés volontaires du carbone, constitué de 250 entreprises et dirigé par Bill Winters et Annette Nazareth, a récemment publié ses recommandations finales sur la façon de mettre en place et de faire évoluer rapidement un marché professionnel mondial du carbone avec la plus haute intégrité, transparence et crédibilité. Ce groupe travaille parallèlement à d'autres projets, tels que l'Initiative d'intégrité des marchés volontaires du carbone (MVC), pour garantir que ces marchés financent des mesures supplémentaires significatives en faveur du climat.

L'étape suivante consiste à passer des ébauches à la construction. Deux des plus grands centres financiers du monde, Londres et Singapour, s'emploient déjà à mettre en œuvre les recommandations et à optimiser nos budgets carbone très limités. Sur ces fondations d'un nouveau système financier durable, nous pouvons faire reposer les milliers de milliards de dollars de capitaux nécessaires aux entreprises et aux projets de tous les pays pour assurer un avenir neutre en carbone à la planète entière. **FD**

MARK CARNEY est l'envoyé spécial de l'Organisation des Nations Unies pour l'action climatique et le financement.

